



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Madame BENOIT Bernadette propriétaire de parcelles boisées situées au lieu-dit Sous Charveyron et cadastrées section AH n°s 68, 69, 73 et 76 pour une surface totale de 15 699 m2, a proposé à la Commune de les lui céder. (CF. plan cadastral joint)

Pour la Commune de Nantua propriétaire des parcelles adjacentes n°s 67 et 77, une telle acquisition présente une opportunité en termes de réserve foncière.

L'avis des services de l'ONF a été sollicité. Ces derniers ont confirmé l'intérêt d'une telle opération et ont validé un prix de 5 240 euros pour la totalité des 4 parcelles qui se décomposent comme suit :

- AH 68= 5935 m2 estimée à 2190 euros
- AH 69 = 1512 m2 estimée à 1000 euros
- AH 73 = 4662 m2 estimée à 1250 euros
- AH 76= 3590 m2 estimée à 800 euros
  - **TOTAL = 15699 m2 pour 5240 euros (soit environ 3 euros du m2)**
- Ce montant a été accepté par Mme Bernadette BENOIT.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

Envoyé en préfecture le 04/06/2024  
Reçu en préfecture le 04/06/2024  
Publié le  
ID : 001-210102695-20240527-DR202441-DE

- **APPROUVE** l'acquisition de quatre parcelles boisées appartenant à Mme BENOIT Bernadette, cadastrées section AH n°s 68, 69, 73 et 76, d'une surface totale de m2, au prix de 5240 euros auquel s'ajoutent les frais d'acte à la charge de la commune.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.